

**POUR DISCUSSION ET ORIENTATION**

PREMIÈRE QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

**De la reprise à la croissance
et au développement durables:
L'apport du Pacte mondial pour l'emploi****Introduction**

1. A sa dernière session, le groupe de travail s'est penché sur le rôle de la cohérence des politiques et de la coordination internationale dans la mise en œuvre des mesures prévues par le Pacte mondial pour l'emploi. Au moment de résumer les débats, la présidente du groupe de travail s'est exprimée comme suit: «Afin que les pays puissent tirer pleinement parti du Pacte mondial pour l'emploi et passer du stade initial de la réponse à la crise à celui de la reprise en vue d'une croissance plus forte, plus durable et plus équilibrée, il faut remédier à un certain nombre de contraintes et de déséquilibres structurels.» A cet égard, elle a appelé notamment à:
 - soutenir l'élargissement des marges de manœuvre politiques et budgétaires et l'accroissement des ressources dans les pays en développement, notamment par le biais de politiques d'aide bilatérales et multilatérales;
 - accroître l'aide aux pays moins avancés en vue d'augmenter la productivité et les revenus dans l'agriculture et le secteur rural et de poser les bases d'une expansion de l'emploi salarié formel¹.
2. Afin d'affiner la stratégie proposée par l'OIT pour surmonter les obstacles risquant de nuire aux initiatives lancées par les pays pour accélérer la reprise de l'emploi, le Directeur général a invité M. Kaberuka, président de la Banque africaine de développement (BAD), M. Compton Bourne, président de la Banque de développement des Caraïbes (CARIBANK), et M^{me} Helen Clark, administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), à débattre de ces questions avec le groupe de travail. Les présidents de la Banque interaméricaine de développement, de la Banque asiatique de développement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) n'ont pas pu donner suite à l'invitation du Directeur général.

¹ Document GB.306/15(Rev.), paragr. 7.

3. Le BIT entretient des contacts de plus en plus étroits avec les banques régionales de développement pour favoriser le dialogue sur les orientations à adopter et la collaboration en matière opérationnelle. Il collabore étroitement avec le PNUD, au niveau du siège comme à celui des équipes de pays des Nations Unies qui élaborent conjointement les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD).
4. Le présent document commence par une brève présentation des orateurs invités et de l'action des institutions qu'ils dirigent. Il passe en revue les perspectives de reprise dans les différents pays avant d'analyser les conséquences des déséquilibres structurels de l'économie mondiale sur la pérennité de la reprise, la capacité d'un certain nombre de pays de régler leurs problèmes de fond et l'apport éventuel d'un cadre stratégique tel que le Pacte mondial pour l'emploi à une croissance plus harmonieuse et à un modèle de développement propre à réduire la pauvreté. Le document énumère pour finir un certain nombre de questions se prêtant à un débat avec les orateurs invités.

Concertation avec les institutions de financement du développement

5. Le Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique développe actuellement les travaux entrepris en collaboration avec la Banque africaine de développement au titre du suivi du Colloque africain sur le travail décent (Ouagadougou, décembre 2009). Les derniers projets en date visaient notamment la promotion de l'esprit d'entreprise chez les femmes, la lutte contre le VIH/sida et le développement des investissements à forte intensité de main-d'œuvre. La banque octroie des crédits d'environ 7,5 milliards de dollars E.-U. par an. Elle examine avec ses actionnaires et donateurs la possibilité d'augmenter ses fonds propres et de renforcer le Fonds africain de développement, organisme chargé en son sein des prêts à des conditions de faveur.
6. Dans le discours d'ouverture de la Conférence économique africaine (Addis-Abeba, novembre 2009), M. Kaberuka a souligné l'effet positif des mesures globales prévues par le G20 tout en relevant ce qui suit:

A mesure que la confiance renaît, que les économies se rétablissent et que les effets financiers pervers disparaissent, un problème beaucoup plus difficile à régler apparaît dans les pays riches: le chômage à long terme. La question qui se pose ici est la suivante: ne faut-il pas saisir cette occasion pour s'occuper du chômage chez nous, en appliquant le même principe keynésien de la relance aux pays à faible revenu? [...] Tout en continuant de demander aux pays riches d'honorer leurs engagements, je crois, et j'espère que je me trompe, que nous entrons dans une ère que l'on appelle parfois l'après-Glèneagles où, face à une dette, au déficit et au chômage croissants, les pays riches sont tentés de prendre soin des leurs et non de leurs voisins².

7. La Banque de développement des Caraïbes collabore étroitement avec d'autres institutions financières pour le développement qui opèrent dans les Caraïbes pour trouver des réponses à la crise financière et économique. Sur les quatorze membres de la banque dans la région, dix ont enregistré un recul de la production nationale en 2009. Les économies de la région, économies ouvertes et de taille restreinte, sont particulièrement exposées en cas de ralentissement des activités liées au tourisme et de recul des exportations de produits de base, des transferts de fonds et de l'investissement étranger direct. La CARIBANK a augmenté le niveau de ses décaissements pour les deux années à venir et s'apprête à consentir des crédits pour plus de 200 millions de dollars E.-U. par an, tous types de prêts confondus. La banque concentre ses efforts sur les prêts à l'appui de réformes ainsi que sur

² <http://www.uneca.org/aec/2009/speeches/091112Statement-Kaberuka.html>

les financements visant les infrastructures, les microentreprises et les petites et moyennes entreprises et la lutte contre la pauvreté³.

8. M. Bourne a indiqué à ce sujet que, «compte tenu des problèmes budgétaires des Etats des Caraïbes, le financement de l'ajustement dépendra de l'accès aux ressources des banques régionales et multilatérales pour le développement et des institutions financières internationales». Il a souligné également que les Etats des Caraïbes et les autres pays à revenu intermédiaire ne bénéficient que dans une mesure restreinte des ressources que le G20 s'est engagé à verser en 2009⁴.
9. De son côté, le PNUD gère des fonds pour l'aide au développement qui représentent 5 milliards de dollars E.-U. par an, dont les trois quarts quasiment sont des dons préaffectés. En 2008, le portefeuille mondial de projets de soutien à l'emploi du PNUD comprenait quelque 470 projets pour un montant total de 162 millions de dollars E.-U. Les projets de soutien à l'emploi relèvent de six «domaines thématiques» comme suit:
 - a) réformes macroéconomiques et politiques sectorielles (visant le développement des petites et moyennes entreprises et l'investissement étranger direct) en faveur d'une croissance induite par l'emploi;
 - b) projets pour le développement de l'esprit d'entreprise (programmes de formation et services pour le développement de l'entreprise notamment) visant à promouvoir l'emploi indépendant et le développement de la petite entreprise;
 - c) projets de renforcement des capacités visant à favoriser l'investissement et la compétitivité dans les secteurs susceptibles de créer des emplois;
 - d) projets en faveur de l'accès au crédit visant à promouvoir l'investissement et la création d'emplois dans les microentreprises et les petites et moyennes entreprises;
 - e) projets pour l'enseignement et la formation professionnels;
 - f) dispositifs pour la création d'emplois temporaires et la garantie de l'emploi⁵.
10. A sa session de janvier 2010 à New York, le conseil d'administration du PNUD/FNUAP a adopté la décision 2010/11 intitulée *Action du PNUD face à la crise financière et économique: promotion du Pacte mondial pour l'emploi*, dans laquelle il appelle le PNUD à intégrer le pacte dans ses activités opérationnelles lors de la mise en œuvre de son plan stratégique, en collaboration avec l'OIT. En outre, le conseil d'administration prie l'administrateur de renforcer la coopération interinstitutions au niveau national et de mettre en évidence les liens thématiques avec l'initiative pour une protection sociale minimale mondiale lancée par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS). Le PNUD est invité en outre à faire le bilan, dans le rapport

³ *Crisis Response Initiatives of the Multilateral Financial Institutions Operating in the Caribbean* (voir le site Internet de la CARIBANK).

⁴ Allocution prononcée à l'occasion de la Conférence internationale des Amériques, Montréal, juin 2009 (voir le site Internet de la CARIBANK).

⁵ Voir le rapport soumis au conseil d'administration du PNUD/FNUAP (DP/2010/12) et le Rapport annuel du PNUD 2009.

annuel de l'administrateur, des initiatives qu'il aura mises en œuvre en vue de donner suite à cette décision ⁶.

11. Dans l'une de ses allocutions récentes, M^{me} Clark a tenu les propos suivants:

La crise économique a aggravé les obstacles au développement déjà existants et risque d'annuler pour partie les progrès accomplis. Les pays développés ont certes été touchés, et certains très durement, mais les pays en développement sont bien les principales victimes de la crise. [...] Les pouvoirs publics [...] doivent jouer un rôle moteur dans la riposte aux crises. Bien souvent cependant, leur marge de manœuvre est limitée et ils n'ont ni les ressources ni les outils nécessaires pour amortir l'impact immédiat de la récession sur les populations. Les pays les plus pauvres et les plus vulnérables ont besoin d'une aide concertée de la communauté internationale. Bien utilisée, cette assistance permet aux gouvernements de maintenir le niveau des crédits alloués aux services d'infrastructure, de relancer l'action pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et de créer et renforcer les capacités et institutions nécessaires à la réalisation du développement durable ⁷.

Modalités de la reprise

12. Après une chute en 2009 de la production mondiale, les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI) pour l'économie mondiale indiquent une croissance d'environ 4 pour cent en 2010 et 2011. Selon la Banque mondiale et l'ONU, elle sera un peu plus faible. Néanmoins, toutes prévoient d'importantes différences d'une région à l'autre et à l'intérieur d'une même région. Le FMI s'attend à une reprise médiocre, à peine supérieure à 2 pour cent en 2010, dans les économies avancées et à une expansion de 6 pour cent dans les pays en développement ou émergents. Dans les pays en développement d'Asie, elle devrait dépasser 8 pour cent et atteindre 10 pour cent en Chine et, dans d'autres régions en développement, se rapprocher de la moyenne mondiale de 4 pour cent. L'Europe centrale et orientale est la région émergente la moins dynamique – la croissance devrait y être de 2 pour cent en 2010.

Des mesures de relance stimulent la croissance dans les pays avancés

13. Dans les principales économies avancées, qui restent prépondérantes dans l'économie mondiale, la croissance dépend beaucoup des mesures publiques de relance. Il y a peu de signes d'une reprise durable ni de la consommation privée ni de l'investissement privé. Malgré l'aide publique massive, les créances irrécouvrables du secteur financier ne sont pas complètement passées par profits et pertes. Le FMI a exhorté les gouvernements à maintenir les mesures de relance budgétaire en 2010, en dépit des préoccupations formulées dans de nombreux pays quant à l'ampleur des déficits budgétaires et à l'accroissement de la dette publique. Autre inquiétude: il se peut que des gouvernements estiment avoir atteint les limites de la relance par le déficit budgétaire et prennent des décisions en conséquence avant que le secteur privé ne prenne le relais pour soutenir la reprise.

⁶ <http://www.undp.org/french/about/execbrd>

⁷ H. Clark: *Moving the development agenda forward in today's world*, Centre de presse du PNUD, 11 fév. 2010.

La reprise dans le monde en développement est tirée par l'Asie

14. En tant que groupe, les pays en développement ou émergents connaîtront une croissance sensiblement plus importante que les pays avancés, qui sera aidée aussi par les mesures vigoureuses de relance prises dans les grands pays. Les systèmes financiers de la plupart des pays en développement ont mieux résisté que ceux des principaux centres financiers. Par conséquent, la crise a été «importée», en raison de la baisse des recettes d'exportation, des investissements étrangers et, dans certains pays, de la diminution des transferts de fonds par les travailleurs. Toutefois, les perspectives diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre.
15. La reprise en Chine – une croissance de 10 pour cent est escomptée en 2010 – sera un moteur important pour la région de l'Asie et les exportateurs de minerais de l'Asie car elle attire les importations de composants et de matières premières. En Inde, la croissance devrait être de 7,7 pour cent cette année. Le Mexique a enregistré une forte baisse (–6,8 pour cent) en 2009, mais il retrouvera la croissance (+4 pour cent) en 2010. De même, au Brésil, la croissance pourrait dépasser les 4 pour cent. La Fédération de Russie, aidée par une reprise des cours des matières premières, retrouve la croissance après une profonde récession en 2009.

La reprise est plus faible dans les autres pays en développement

16. Toutefois, les perspectives pour le monde en développement, hors Chine et Inde, sont moins prometteuses. Les prévisions de la Banque mondiale, qui ne sont pas strictement comparables à celles du FMI, indiquent que, dans les autres pays en développement, la croissance sera de 3,3 et 4 pour cent en 2010 et 2011, respectivement, contre 5,4 pour cent par an en moyenne entre 2003 et 2008. La conjugaison de la forte baisse des activités (–2,2 pour cent en 2009) et de la croissance relativement faible qui est prévue fait que dans les économies en développement le niveau d'activité restera inférieur d'environ 3 pour cent à celui de leur production potentielle. De plus, l'impact sur la pauvreté et la souffrance humaine sera très réel⁸.
17. «Rares seront les pays pauvres qui bénéficieront d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour faire face au déséquilibre économique causé par la crise sans aide financière supplémentaire. Selon les estimations, les pays IDA (pays qui peuvent recevoir des prêts à taux réduit et des dons de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale) nécessiteront 35 à 50 milliards de dollars E.-U. de financement supplémentaire pour répondre aux besoins des personnes supplémentaires tombant en dessous du seuil de pauvreté⁹.»

Impact sur la réduction de la pauvreté

18. L'on estime entre 47 et 84 millions le nombre de personnes supplémentaires qui sont restées pauvres ou sont tombées dans l'extrême pauvreté dans les pays en développement par rapport à ce qui se serait passé si la crise n'avait pas eu lieu. Des revers plus grands dans les progrès vers la réalisation des autres objectifs du Millénaire pour le

⁸ Banque mondiale: *Global economic prospects 2010: Crisis, finance and growth*, Washington, DC, tableaux 1.1-1.3.

⁹ *Ibid.*, résumé en français.

développement (OMD) sont également à prévoir, surtout pour les populations vulnérables dans les pays à faible revenu. Malgré les signes de reprise économique, de nombreuses personnes sont encore confrontées à la baisse des revenus des ménages, la hausse du chômage et la pression sur les services sociaux en raison de la diminution des recettes publiques. Lorsque ces effets indésirables ne peuvent être contrés en raison de l'insuffisance des filets de sécurité sociale et du manque de capacité budgétaire pour maintenir les dépenses sociales et promouvoir la création d'emplois, des risques élevés de revers demeurent, dont les effets sur le développement humain perdureront ¹⁰. Dans la région Asie et Pacifique, où se trouve la majorité des personnes vivant dans l'extrême pauvreté, la Banque asiatique de développement et l'ONU estiment qu'à cause de la crise 17 millions de personnes supplémentaires auront un revenu inférieur à 1,25 dollar E.-U. par jour en 2009 et 4 millions de plus en 2010 ¹¹.

19. La crise a donc annulé les progrès réalisés dans le sens de l'objectif du Millénaire pour le développement de réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici à 2015. Selon les calculs de la Banque mondiale, fondés sur de nouvelles données tirées d'enquêtes sur les ménages, 918 millions de personnes vivront en 2015 avec moins de 1,25 dollar E.-U. par jour, soit à peu près la moitié du chiffre de 1990 (1,8 milliard de personnes). Cela est presque entièrement dû à une forte baisse en Chine et dans d'autres pays de l'Asie de l'Est. En Afrique subsaharienne, les chiffres augmentent en valeur absolue et baissent modestement en tant que proportion de la population. En ce qui concerne le niveau de 2 dollars E.-U. par jour, moins de progrès sont attendus. En tout, 2 milliards de personnes devraient vivre avec 2 dollars E.-U. par jour en 2015, contre 2,7 milliards en 1990. On s'attend à ce qu'une baisse en Asie de l'Est soit compensée par une hausse en Afrique subsaharienne et par l'absence de réduction en Asie du Sud. La proportion de la population du monde en développement vivant avec moins de 2 dollars E.-U. par jour passerait donc de 63 pour cent en 1990 à 33 pour cent en 2015.
20. Analysant les effets de la crise sur l'emploi, le BIT estime que le nombre de chômeurs dans le monde a été de presque 212 millions en 2009, à cause d'un accroissement sans précédent de 34 millions du nombre de chômeurs par rapport à 2007, c'est-à-dire juste avant la crise mondiale. Le BIT estime aussi que le nombre de jeunes chômeurs dans le monde s'est accru de 10,2 millions en 2009 par rapport à 2007, soit la plus forte augmentation depuis 1991.
21. Deux autres mesures rendent compte de l'impact de la crise sur le marché du travail des pays en développement. Le nombre des travailleurs occupant un emploi vulnérable ¹² aurait dépassé 1,5 milliard de personnes, soit plus de la moitié (50,6 pour cent) de la main-d'œuvre mondiale – 110 millions de plus en 2009 qu'en 2008. D'après les mêmes estimations, 633 millions de travailleurs vivaient avec moins de 1,25 dollar par jour en 2008 et 215 autres millions de travailleurs risquaient de tomber dans la pauvreté en 2009.
22. Les prévisions actuelles de croissance économique pour 2010 ne suscitent pas l'optimisme quant à une baisse de ces indicateurs de la situation difficile du marché du travail.

¹⁰ Nations Unies: *World economic situation and prospects 2010*, résumé en français.

¹¹ Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique de l'ONU, Banque asiatique de développement et PNUD: *Achieving the Millennium Development Goals in an era of global uncertainty*, Rapport régional Asie-Pacifique 2009/10.

¹² L'emploi vulnérable est défini comme étant la somme des travailleurs indépendants et des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale.

Rééquilibrer les moteurs de la croissance mondiale

23. Un facteur important pour créer les conditions de la reprise et d'une croissance et d'un développement durables est de redresser un certain nombre de déséquilibres sous-jacents dans et entre les régions. Le débat se poursuit sur les causes et effets de ces déséquilibres mais on s'accorde à penser qu'ils ont contribué aux conditions qui ont débouché sur la crise. Les principaux pays excédentaires sont les exportateurs de pétrole, le Japon, l'Allemagne, la Chine et un groupe d'économies asiatiques émergentes. Les pays déficitaires sont les Etats-Unis, plusieurs économies avancées de l'Europe et le reste du monde en développement. Comme le montre le tableau 1, s'il est vrai que les déséquilibres mondiaux se sont atténués en 2009, qui a été une année de récession, ils s'accroîtront probablement de nouveau dès qu'il y aura un redressement, contrariant ainsi les perspectives de croissance et de développement durables.

Tableau 1. Balances des paiements courants – moyenne (en pourcentage du PIB mondial)

	2005-2008	2009	2010-2014
Etats-Unis	-1,4	-0,6	-0,6
Europe périphérique	-0,8	-0,5	-0,5
Reste du monde	-0,3	-0,4	-0,4
Chine	0,6	0,6	0,9
Asie émergente	0,2	0,3	0,2
Japon	0,3	0,2	0,2
Exportateurs de pétrole	1,0	1,3	0,7
Noyau dur de l'Europe	0,7	0,4	0,5
Ecart	0,4	0,2	0,9

Source: O. Blanchard et G.M. Milesi-Ferretti: *Global imbalances: In Midstream?*, FMI Staff Position Note (SPN/09/29), 22 déc. 2009.

24. Une expansion rapide du crédit aux Etats-Unis et dans certains autres centres financiers importants a alimenté la croissance, laquelle était due en grande partie à une inflation des prix immobiliers. L'épargne venue d'autres régions du monde a été engloutie dans cette flambée spéculative. Maintenant, l'éclatement de la bulle fait que le secteur privé des pays avancés épargne beaucoup pour payer les dettes. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que le secteur privé accroîtra son épargne dans une mesure équivalant à 7,4 pour cent du PIB des pays industriels entre 2007 et 2010. L'effet de ce recul important des dépenses dans l'économie est de ralentir la reprise. Toutefois, une faible croissance réduit les importations et contribue donc à atténuer les déficits des balances des paiements.
25. Comme dans les pays avancés, la croissance de certains marchés émergents importants est essentiellement entraînée par les dépenses publiques. Quelques signes d'une hausse de la consommation des ménages semblent indiquer que l'on commence à dépendre moins des exportations pour alimenter la croissance. Les exportations restent importantes mais les excédents de la balance des paiements diminuent. Par conséquent, la récession réduit certains des symptômes des déséquilibres à l'échelle mondiale.
26. Toutefois, ne plus progresser dans le rééquilibrage de la demande mondiale comporte de graves risques pour la reprise et le développement à l'échelle mondiale. Si l'accroissement de l'épargne dans les pays déficitaires importants n'est pas suffisamment compensé par une hausse de la consommation et de l'investissement dans les pays excédentaires, la

demande mondiale s'affaiblira¹³. L'ampleur des changements structurels nécessaires des deux côtés du rééquilibrage est très importante et devrait prendre du temps, ce qui accroît les risques de fragilisation de la reprise.

27. La crise a nui aussi à la situation des paiements dans beaucoup de pays en développement. La Banque africaine de développement indique qu'en raison de la crise l'Afrique a perdu en 2009 de 30 à 50 pour cent de ses recettes d'exportation de 2008. Malgré une certaine atténuation de la facture des importations en raison de la chute des prix des denrées alimentaires et du pétrole, la balance commerciale globale s'est détériorée nettement. Le continent est passé d'un excédent des paiements courants de 3,4 pour cent du PIB en 2008 à un déficit de 4,2 pour cent en 2009. De même, l'équilibre budgétaire dans le continent devrait empirer puisqu'il est passé d'un excédent de 3,3 pour cent du PIB en 2008 à un déficit de 4,2 pour cent du PIB en 2009, en grande partie à cause de la baisse des recettes fiscales tirées des exportations de matières premières.
28. Par conséquent, ce rééquilibrage doit prendre en compte le nombre important de pays en développement qui doivent attirer des investissements étrangers à long terme pour accélérer le développement et compenser le ralentissement de la réduction de la pauvreté qui est entraîné par la récession.

Stratégies pour rééquilibrer les moteurs de la croissance et du développement dans le monde

29. La réduction des déséquilibres structurels profonds et le renforcement des perspectives de croissance mondiale forte, durable et équilibrée appellent plusieurs séries de mesures qui se renforcent mutuellement. Si les problèmes exogènes ont concentré l'attention, il faut également s'attaquer aux profonds déséquilibres qui caractérisent la situation sociale et l'emploi. Depuis plusieurs années, la productivité dans de nombreux pays augmente plus vite que les salaires, d'où un fléchissement de la consommation, principal moteur de croissance dans la plupart des économies.
30. Dans les pays avancés, dont la politique de relance par le déficit public vient appuyer une reprise timide, il est indispensable d'accroître le contenu de la croissance en emplois. Des niveaux de chômage durablement élevés stoppent la croissance de la consommation et de l'investissement et rendent la réduction des déficits budgétaires plus difficile. Ce point revêt une importance particulière dans les pays dont la balance des paiements est excédentaire, où une hausse de la demande intérieure entraînerait un recul du chômage tant au niveau national que dans les pays qui sont des partenaires commerciaux déficitaires en butte à des difficultés dues à l'adoption ou au maintien de politiques budgétaires expansionnistes.
31. Dans les pays émergents excédentaires, où les revenus de l'emploi n'augmentent pas aussi vite que la productivité, il est possible d'améliorer la protection sociale et les conditions de travail, y compris les salaires minima, ce qui irait dans le sens d'une stratégie à long terme visant à faire baisser les niveaux très élevés d'épargne de précaution et stimulerait ainsi la consommation intérieure. Etant donné qu'à brève échéance certains des plus grands marchés d'exportation ne devraient a priori pas être à l'origine d'une demande soutenue, une croissance intérieure plus forte tirée par les revenus contribuerait à maintenir le rythme

¹³ O. Blanchard et G.M. Milesi-Ferretti: *Global imbalances: In Midstream?*, FMI Staff Position Note (SPN/09/29), 22 déc. 2009.

de création d'emplois de qualité au niveau requis pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail et les migrants ruraux.

32. Pour la majorité des pays en développement, qui rencontrent des difficultés plus ou moins grandes en raison de leur déficit budgétaire et de leur dette extérieure, il est fondamental d'avoir accès au financement international en faveur du développement afin d'amorcer une reprise axée sur la réduction de la pauvreté. Le rééquilibrage des flux financiers mondiaux devrait donc consister à orienter vers les pays en développement les fonds qui sont disponibles pour l'investissement dans les pays avancés ou émergents en situation d'excédent. Il convient de mettre largement l'accent sur l'investissement dans une capacité de production créatrice d'emplois pour permettre une hausse auto-entretenu de l'épargne et de la consommation intérieures et faire en sorte que le financement des investissements et de la croissance sur le moyen terme dépende moins des emprunts et de l'aide extérieurs.

Conclusions et questions à examiner en concertation avec les institutions de financement du développement

33. Aux termes du paragraphe 9(11) du Pacte mondial pour l'emploi, «l'OIT s'engage avec les autres organismes internationaux, les institutions financières internationales et les pays développés à renforcer la cohérence des politiques et à intensifier l'aide au développement et l'appui aux pays les moins avancés, aux pays en développement et aux pays en transition ayant une marge de manœuvre budgétaire et politique restreinte pour faire face à la crise». Les priorités pour les pays en développement sont décrites plus avant dans le paragraphe 22, tandis que le paragraphe 25 insiste sur le fait que «[p]our donner suite aux recommandations et aux options de politiques énoncées dans le Pacte mondial pour l'emploi, il est nécessaire d'examiner la question du financement. Les pays en développement ne disposant pas de la marge de manœuvre budgétaire suffisante pour adopter des mesures anticrise et des politiques de relance ont tout particulièrement besoin d'aide. Les pays donateurs et les organismes multilatéraux sont invités à envisager de mobiliser des fonds, notamment les ressources existantes pour faire face à la crise, aux fins de la mise en œuvre de ces recommandations et de ces options de politiques.»
34. Les différentes formes sous lesquelles la reprise commence à se manifester au sortir de la crise mettent en évidence combien les profonds déséquilibres observés sur les plans social et de l'emploi risquent de compromettre les perspectives de croissance forte, durable et équilibrée. Le renforcement des partenariats entre l'OIT, les banques régionales de développement et le PNUD pourrait contribuer à appuyer les approches préconisées dans le Pacte mondial pour l'emploi et alléger les contraintes politiques qui font qu'à l'heure actuelle certains pays ne peuvent rien faire pour annuler les effets négatifs de la crise sur la lutte contre la pauvreté.
35. Les banques régionales de développement sont des canaux importants qui permettent d'utiliser l'épargne mondiale pour les investissements dans les pays en développement. En tant qu'institutions publiques, elles ont la possibilité d'emprunter à des taux d'intérêt attractifs qu'elles peuvent répercuter sur les pays en développement emprunteurs. Grâce à l'aide publique au développement, il est également possible d'obtenir des conditions encore plus avantageuses pour les pays les moins avancés ou lorsqu'il s'agit de financer des projets de réduction de la pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire. Les pays en

développement emprunteurs considèrent en outre que les banques régionales de développement sont en phase avec les besoins propres à leur région¹⁴.

36. Plusieurs banques régionales de développement ont proposé d'accroître leur base de capital afin d'augmenter les prêts consentis pour combattre les effets de la crise. *Où en est-on dans ce domaine? Les mandants de l'OIT pourraient-ils contribuer à mettre en avant cette question?*
37. La coopération entre l'OIT et les banques régionales de développement se renforce. Plusieurs de ces banques ont inscrit des normes internationales du travail dans leurs politiques en matière de prêts. Le Pacte mondial pour l'emploi propose un cadre pour accroître cette collaboration concernant les mesures anticrise. Par ailleurs, la série de mesures qu'il préconise bénéficie d'un large soutien, tant de la part des emprunteurs que des bailleurs de fonds des banques. *De quelle manière pourrait-on élargir ces possibilités de collaboration opérationnelle?*
38. Le PNUD joue un rôle essentiel dans la recherche d'une plus grande cohérence en matière de coopération pour le développement au sein des Nations Unies. Il œuvre activement pour que soient honorés les engagements pris d'accroître l'aide au développement et d'avancer vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'administrateur du PNUD préside également le Groupe des Nations Unies pour le développement, qui aide les équipes de pays des Nations Unies à élaborer et à mettre en œuvre des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement au niveau national. La décision récente du conseil d'administration du PNUD/FNUAP d'intégrer le Pacte mondial pour l'emploi dans les activités opérationnelles du PNUD (voir paragraphe 13 ci-dessus) arrive donc à point nommé, en particulier pour ce qui touche à la promotion d'un socle de protection sociale au niveau mondial.
39. Les gouvernements jouent un rôle de premier plan dans la conception des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement. Au moment d'appliquer la décision du conseil d'administration du PNUD/FNUAP, il sera donc important de donner aux ministères de l'Emploi et du Travail et aux partenaires sociaux un plus grand rôle dans l'élaboration et dans la mise en œuvre de ces plans-cadres. *De quelle manière pourrait-on envisager de renforcer la coopération PNUD/OIT pour faciliter les activités au niveau national?*
40. Les institutions multilatérales de financement du développement pourraient jouer un rôle décisif dans le rééquilibrage de l'économie mondiale en vue d'une croissance forte, durable et équilibrée. Pour regagner le terrain perdu dans le combat contre la pauvreté, il faut en priorité instaurer des conditions propices à la création d'emplois décents grâce à l'approche préconisée dans le Pacte mondial pour l'emploi. *Les institutions de financement du développement et l'OIT pourraient-elles se concerter plus étroitement sur ce point pendant la période précédant la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement qui se tiendra en septembre 2010?*

Genève, le 8 mars 2010.

Document soumis pour discussion et orientation.

¹⁴ S. Griffith-Jones, D. Griffith-Jones et D. Hertova: *Enhancing the role of regional development banks: The time is now*, document pour le G24.